

GUINÉE ÉQUATORIALE

**Les opposants politiques sont
constamment victimes de
manœuvres de harcèlement**

Index AI : AFR 24/08/99

Embargo : 2 novembre 1999

En Guinée équatoriale, les manœuvres de harcèlement à l'encontre des opposants au régime du Président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo demeurent monnaie courante, a déclaré aujourd'hui Amnesty International.

Trois militants de partis d'opposition arrêtés en juin – Mariano Oyono Ndong, Carmelo Biko Ngua et Antonio Engonga Bibang – sont toujours détenus sans inculpation ni jugement dans la prison de Bata. Leur détention fait suite à une opération de ratissage visant les militants politiques pacifiques. Au moins 90 militants de partis d'opposition ont ainsi été incarcérés pour de courtes périodes depuis le début de l'année.

« *Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo doit libérer immédiatement et sans condition tous les militants politiques pacifiques maintenus en détention, a déclaré Amnesty International. Ce sont des prisonniers d'opinion qui n'auraient jamais dû être arrêtés ni incarcérés.* »

Ces trois hommes, qui appartiennent à la *Fuerza Democrata Republicana* (FDR, Force démocrate républicaine), parti non reconnu officiellement, ont été arrêtés à Mongomo, la ville natale du président Teodoro Obiang, pour avoir, semble-t-il, organisé une réunion sans en avoir reçu l'autorisation.

La détention de courte durée, la torture, les mauvais traitements et les menaces physiques sont autant de moyens couramment utilisés pour intimider les opposants politiques pacifiques. Ces manœuvres de harcèlement ont atteint un niveau record au cours des périodes qui ont précédé et suivi les élections

législatives de mars. De nombreux candidats de l'opposition ont été arrêtés ou se sont vu interdire de quitter leur village.

En septembre, un des dirigeants de l'opposition, Plácido Mikó, le secrétaire général de la *Convergencia para la Democracia Social* (CPDS, Convergence pour la démocratie sociale) a été incarcéré pendant une semaine. Les forces de sécurité ont saisi son ordinateur et ont, semble-t-il, tenté de le compromettre en affirmant qu'il avait participé à un coup d'État. Il a été remis en liberté sans inculpation mais est tenu, depuis lors, de se présenter tous les quinze jours devant une juridiction militaire.

« *Bien que le gouvernement ait introduit le pluripartisme en 1992, les autorités locales ne tolèrent toujours pas que l'on exprime une opinion différente de la leur* », a déclaré aujourd'hui l'organisation de défense des droits humains. En raison du harcèlement constant dont ils sont victimes, les partis d'opposition ont de plus en plus de mal à mener des activités politiques, même pacifiques.

Amnesty International reste également très préoccupée par les conditions effroyables dans lesquelles sont toujours détenus 80 membres de l'ethnie des Bubi. Ces personnes ont été condamnées en juin 1998 par un tribunal militaire à l'issue d'un procès inéquitable.

« *Il semble que nombre de ces détenus soient des prisonniers d'opinion, dont l'arrestation a été motivée uniquement par leur origine ethnique.* »

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International

Des détenus sont incarcérés dans des cellules surpeuplées à Malabo, la capitale, sur l'île de Bioko. Onze personnes, dont la condamnation à mort a été commuée, sont toujours incarcérées au secret et deux détenus au moins ne reçoivent pas les soins médicaux dont ils ont besoin.

Le 20 octobre 1999, un détenu, Digno Sepa Tobachi, alias « Elako », est décédé des suites d'actes de torture et par manque de soins médicaux.

« Plusieurs autres prisonniers – parmi lesquels Emilio Ribas Esado, qui souffre d'une inflammation des testicules – pourraient mourir au cours des mois qui viennent s'ils ne reçoivent pas de soins médicaux appropriés », a souligné l'Organisation.

Amnesty International appelle à la remise en liberté de tous les prisonniers d'opinion et engage instamment le gouvernement à améliorer les conditions de détention de ces personnes ainsi qu'à permettre aux organisations internationales, comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de les rencontrer.

Informations générales

Les élections législatives de mars, qui ont été entachées par une fraude massive, ont été remportées par le parti au pouvoir, le *Partido Democrático de Guinea Ecuatorial* (PDGE, Parti démocratique de Guinée équatoriale). Toutefois, les deux principaux partis d'opposition, la *Convergencia para la Democracia Social* (CPDS, Convergence pour la démocratie sociale) et l'*Unión Popular* (UP, Union populaire), ont contesté les résultats du scrutin et ont refusé de siéger au Parlement.?

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 171 413 5566 ou consulter notre site web : (<http://www.amnesty.org>).

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International